

Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Séverine SCUDIER.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Désignation d'un délégué à la protection des données commun entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) est en vigueur depuis le 24 mai 2016. Ce RGPD, qui remplace les lois nationales telles que la loi informatique et libertés en France, unifie la protection des données et facilite la libre circulation des données dans les 28 états membres de l'Union Européenne.

Son entrée en application est fixée au 25 mai 2018 et a pour conséquence la disparition de la fonction de Correspondant Informatique et Liberté (CIL), aujourd'hui facultative, pour évoluer vers l'obligation de création de la fonction de Délégué à la Protection des Données (DPD) (art.37 du RGPD).

L'article 37 de ce règlement précise que : « Lorsque le responsable du traitement ou le sous-traitant est une autorité publique ou un organisme public, un seul délégué à la protection des données peut être désigné pour plusieurs autorités ou organismes de ce type, compte tenu de leur structure organisationnelle et de leur taille ».

Depuis 2006, la Ville de Montpellier a désigné en son sein un CIL afin de l'assister dans l'application des dispositions de la loi Informatique et Libertés. Le CIL a en particulier aidé les services dans l'analyse et la caractérisation des traitements automatisés de données nominatives, dont il a dressé et tenu à jour une liste mise à disposition de la CNIL. Il a plus généralement accompli une mission d'information et de contrôle du respect des droits d'information, d'accès, et d'opposition des personnes concernées par les traitements nominatifs, et de suivi des évolutions de la législation sur les données nominatives.

Les compétences ainsi acquises correspondent à celles également attendues du futur DPD pour l'exercice de ses missions d'information et de conseil des responsables de traitement, de diffusion d'une culture informatique et libertés, de contrôle du respect du RGPD et de coopération avec la CNIL. Elles doivent lui permettre également de travailler en lien avec les référents pour la protection des données à désigner au sein des services informatiques (CCAS et Métropole), qui informeront le DPD des projets de création de traitement nominatifs, veilleront avec lui à la prise en compte des principes du RGPD dans la conception et l'utilisation des traitements nominatifs, et lui soumettront les études d'impacts réalisées en vue de leur création.

Dans le cadre de ces évolutions législatives, et au regard de la démarche de rapprochement et mise en synergie des services de la Ville de Montpellier, du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole engagée sous l'impulsion du Maire-Président, il paraît opportun qu'un DPD commun soit désigné afin de disposer d'une vision transversale, d'assurer une mise en application harmonisée du RGPD entre les trois entités, et de poursuivre la professionnalisation de la protection des données personnelles.

Sur ce principe et en vertu de l'article 37 du RGPD, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont choisi de recourir à une convention de prestation de service au bénéfice de la Métropole.

Les missions relevant de cette présente convention seront assurées par le DPD de la ville de Montpellier à hauteur de 10% de son temps de travail.

Sur ce même principe et au vu de la nouvelle réglementation des marchés publics et plus précisément de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le CCAS de Montpellier en tant que personne morale contrôlée peut attribuer les prestations du DPD via un contrat de quasi-régie (ou « in house ») à l'entité qui la contrôle à savoir la ville de Montpellier. Ainsi la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier ont choisi de recourir à une convention de quasi-régie au bénéfice du CCAS.

Les missions relevant de cette présente convention seront assurées par le DPD de la ville de Montpellier à hauteur de 4% de son temps de travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre de la convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole annexée à la présente délibération,
- D'approuver la mise en œuvre de la convention de quasi-régie (ou « in house ») entre la Ville de Montpellier et le CCAS également annexée à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION VILLE CCAS

- CONVENTION VILLE 3M.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180503-40229-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/05/18
Réception en Préfecture : 09/05/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.